

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate
Port-au-Prince, le 8 août 2023

Lorsque les institutions chargées de protéger les citoyen.ne.s deviennent elles-mêmes source d'oppression et de terreur, cela va à l'encontre des principes fondamentaux des droits humains et de la justice sociale.

Nous, Organisation Féministe MARIJÀN et NÈGÈS MAWON, sommes profondément indignées par la situation chaotique que vivent de nombreuses familles forcées de fuir leurs domiciles en raison d'affrontements incessants et sanglants entre gangs armés. Le chaos dure plusieurs années et ne fait que s'accroître, touchant à chaque fois un nouveau quartier et causant à chaque fois des pertes en vies humaines ; des séquelles importantes de toutes sortes sur la vie des femmes et des filles ainsi que de graves dommages matériels.

Le 23 juillet 2023, plusieurs dizaines de familles venant de la commune de Tabarre se sont réfugiées aux alentours de l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique en Haïti pour échapper aux violences du gang *Kraze Baryè*. Ces familles ont été violemment réprimées par la Police Nationale d'Haïti (PNH), censée pourtant les protéger et les servir. Ne pouvant regagner leurs domiciles au risque de se faire tuer, elles se sont éparpillées dans différents camps situés autour de la Région Métropolitaine dont ceux recensés par l'Organisation Féministe MARIJÀN : L'Eglise Primitive Internationale de Delmas 19 ; l'Eglise Pentecôte la Délivrance à Delmas 75, Fragneau-Ville ; le camp Jamaïque, Route de l'Aéroport ; le camp Shalom à Cité-Soleil ; le camp kay Castor, Place Clercine ; le camp Tomtom, Mais-Gâté et l'Eglise de Dieu Union des Frères à Delmas 65.

Ces situations exposent les femmes et les jeunes filles à des risques accrus de violences, de viols, d'abus, de harcèlement et d'exploitation dans les espaces où elles cherchent à trouver refuge. Nous, organisations signataires de ce communiqué, voyons donc augmenter le nombre de femmes déplacées sollicitant une prise en charge. Dans son rapport ÉCHOS, paru au mois de mai 2023, MARIJÀN a enregistré 400 femmes survivantes ; 46 appels de femmes et de jeunes filles ont été reçus sur la ligne de crise ; 5 femmes ont été accompagnées à l'hôpital ; 100 survivantes de viol et d'agression physique ont également été prises en charge. En juin de la même année, 459 femmes au total ont bénéficié des différents types d'assistance fournis par MARIJÀN. NÈGÈS MAWON, de son côté, a dû accompagner plus de 600 femmes survivantes de divers types de violences (venant rien que des quartiers de Cité Soleil, La Saline, Saint-Martin et Bel-Air) et leur apporter des assistances multiples comme un accompagnement médical complet, un accompagnement juridique, psychologique, économique, des hébergements et relocalisations. Face à cette augmentation importante et continue des besoins, nous sommes confrontées à un manque crucial de ressources qui restreint considérablement nos champs d'intervention et nos actions.

L'utilisation de la violence par la Police Nationale D'Haïti envers des populations marginalisées et en quête de refuge entraîne des conséquences désastreuses. Lorsque la violence devient une réponse systématique aux problèmes sociaux, elle crée un climat de peur et de méfiance, érodant ainsi la confiance entre les citoyen.ne.s et les institutions. Une répression engendre souvent des traumatismes physiques et psychologiques chez les individus, exacerbe les tensions sociales et perpétue le cycle de la violence.

En ce sens, nous exhortons le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique à garantir la sécurité des déplacé.e.s, rétablir la paix dans leurs quartiers, traquer et punir les bandits et leurs complices conformément à la Loi.

Nous exigeons que la Police nationale d'Haiti (PNH) prenne des mesures urgentes pour identifier et recadrer les Agents ayant eu recours à la violence extrême contre une population inoffensive et déjà aux abois. Nous réitérons, enfin, notre sincère sororité à toutes les femmes et toutes les filles dont la dignité et les droits sont doublement foulés aux pieds en cette période de crise.

Pour authentification : Nathalie E. VILGRAIN, Co-coordonnatrice Générale de MARIJÀN,
Contact : contact@marijanayiti.org +509 47164984, www.marijanayiti.org.

SIGNATAIRES :



NÈGÈS MAWON



ORGANISATION FÉMINISTE MARIJÀN

